



Conseil général
Échange

A0708-CG-059

Analyse de la conjoncture économique : mai 2008

28, 29 et 30 mai 2008

- Siège social
- Bureau de Québec

Centrale des syndicats du Québec
9405, rue Sherbrooke Est, Montréal (Québec) H1L 6P3
320, rue St-Joseph, bureau 100, Québec (Québec) G1K 9E7
Adresse Web : <http://www.csq.qc.net>

Téléphone : (514) 356-8888
Téléphone : (418) 649-8888

Télécopie : (514) 356-9999
Télécopie : (418) 649-8800

Document écrit par
Pierre Beaulne, économiste

A) Économie mondiale : un tableau qui s'assombrit

▪ Turbulences sur les marchés financiers

Dans son rapport sur la stabilité financière dans le monde (avril 2008), le FMI pose un diagnostic sévère sur les pratiques observées et les politiques suivies. Il semonce vertement les financiers de tout poil, mais aussi les gouvernements :

« L'ensemble des intervenants n'ont pas réussi à apprécier ni l'ampleur de l'effet de levier auquel ont eu recours de nombreuses institutions, ni les risques de dénouement désordonné qui en découlent.

La gestion des risques du secteur privé, l'information, le contrôle du secteur financier et la réglementation n'ont pas tenu le rythme imposé par l'innovation et l'évolution des métiers...

En dépit des interventions sans précédent des grandes banques centrales, les marchés financiers continuent à être mis à rude épreuve, situation aggravée par un environnement macroéconomique plus préoccupant, des institutions faiblement capitalisées et un débouclage généralisé des opérations à effet de levier. »

Selon le FMI, l'épicentre de cette crise se situe aux États-Unis dans le marché des *subprime*, mais la contagion a gagné la planète. Il estime que le montant des pertes pourrait atteindre 945 milliards de dollars. Les retombées sur le plan macroéconomique préoccupent. Elles pourraient peser sur la consommation des ménages, l'investissement des entreprises et, par ricochet, sur l'emploi et la production. D'où le risque que les effets de cette crise financière soient plus généralisés, plus profonds et plus prolongés.

▪ Flambée des prix pétroliers

Ce qui sème le désarroi et suscite l'indignation, c'est la flambée des prix de l'essence pendant que les pétrolières engrangent des profits records. Les cinq premiers groupes pétroliers mondiaux ont réalisé des bénéfices de 38,1 milliards au 1^{er} trimestre. À lui seul, le groupe Exxon Mobil a annoncé un bénéfice net de 10,9 milliards, suivant le record de 11,7 milliards réalisé trois mois plus tôt.¹ Shell et BP cumulent près de 17 milliards. Les revenus des dirigeants sont à l'avenant : le grand patron d'Occidental Petroleum a reçu en rémunération 415 millions en 2006.²

Qu'est-ce qui explique cela? Le dollar faible, la demande croissante, les tensions géopolitiques, mais aussi et surtout la spéculation alimentée par les craintes sur les

¹ *Le Devoir*, 2 mai 2008.

² Bérubé, Gérard, « Indécence pétrolière », *Le Devoir*, 1^{er} mai 2008.

disponibilités. Comme le signalait Antoine Ayoub, professeur émérite de l'Université Laval, c'est en bonne partie la faute du Nymex, le New York Mercantile Exchange.³ Le Nymex c'est la plus grande foire d'échanges de produits de base au monde et le premier forum pour l'énergie et les métaux précieux. Et les gens qui y transigent ne font que spéculer sur les valeurs futures de ces produits. Alors qu'il en coûte 5 \$ pour produire un baril de pétrole en Arabie, de 15 à 20 \$ en Mer du Nord et de 25 à 30 \$ dans l'Ouest canadien, le baril se vend au-dessus de 130 \$ en ce moment, soit 50 % de plus qu'il y a un an. Où est le rapport ?

▪ **Crise des prix des denrées alimentaires**

L'autre choc sur les économies, particulièrement celles des pays plus pauvres, vient de la crise alimentaire qui s'est exacerbée dans le monde alors que les prix du blé, du soya, du riz et d'autres produits ont doublé ou triplé. Cela a déjà provoqué des émeutes dans plusieurs pays. Les causes du phénomène sont multiples. Certaines sont d'ordre ponctuel ou conjoncturel, mais d'autres prennent racine dans les transformations imposées à l'agriculture des pays en développement par les puissances occidentales, notamment le remplacement des cultures vivrières par les monocultures pour fins d'exportation. Plusieurs autres facteurs interagissent :

- Les politiques de limitation des exportations agricoles de certains pays pour maintenir les prix domestiques bas ;
- L'augmentation de la consommation de viande en Chine et aux Indes, ce qui augmente la demande de céréales ;
- L'augmentation des prix pétroliers, ce qui affecte les coûts de production agricole : fertilisants, machinerie agricole, transport de nourriture, etc. ;
- Des sécheresses dans certains pays, qui ont affecté la production de blé (Australie) ou de riz (Sud-est asiatique) ;
- Les subventions pour la production de biocarburants et d'éthanol à partir du maïs ;
- La désinvolture des gouvernements qui ont laissé se dégarnir les réserves.

B) L'économie américaine: sur la corde raide

Depuis le sauvetage de la banque d'affaires Bear Stearns par la Réserve fédérale américaine, à la mi-mars, le pessimisme quant aux perspectives économiques a cédé la place à un optimisme prudent. La plupart des observateurs s'attendent à ce que les difficultés durent encore un moment, avant qu'une certaine reprise se manifeste à compter de l'automne prochain. Le creux n'est sans doute pas atteint,

³ *Le Devoir*, 10 mai 2008.

croit-on, mais les diverses mesures prises devraient finir par faire sentir leurs effets et contribuer à renverser la tendance récessionniste. Du moins, c'est ce que l'on espère, car depuis l'automne dernier les prévisions économiques ne cessent d'être révisées à la baisse de mois en mois.

Chez les plus optimistes, on fait valoir l'assouplissement de la politique monétaire, le plan de relance budgétaire, la croissance positive du PIB qui a progressé de 0,6 % au 1^{er} trimestre, le ralentissement des pertes d'emplois, l'inflation plus modérée que prévu, la remontée des cours boursiers.

Chez les sceptiques, on évoque les marchés financiers qui demeurent tendus et les conditions du crédit qui sont serrées. On pointe la confiance des consommateurs qui est au plus bas. On signale le prix des maisons qui ne cesse de baisser tandis que les ventes sont en chute libre. Ou alors, c'est le prix de l'essence qui ne cesse d'augmenter, tout comme celui des produits alimentaires, ce qui frappe de plein fouet le portefeuille des consommateurs.

Même si l'inflation de base demeure sous contrôle, les composantes dites volatiles sont celles qui font le plus mal aux ménages. Ce n'est pas tous les jours qu'on achète une voiture ou un ordinateur - dont les prix ont baissé – mais plutôt les denrées alimentaires et l'essence, ce qui affecte immédiatement le portefeuille. Et puis la croissance de l'économie en début d'année était surtout tirée par l'augmentation des stocks, ce qui implique qu'on réduira la production en milieu d'année pour écouler les inventaires.

C'est dans ce contexte que la Réserve fédérale a de nouveau abaissé ses prévisions de croissance pour l'économie le 21 mai dernier. Désormais, elle ne table que sur une hausse du PIB comprise entre 0,3 % et 1,2 % cette année. On commence à se demander si les hausses ininterrompues des prix pétroliers ne finiront pas par causer des dégâts économiques irrémédiables.

C) L'économie canadienne : quels impacts du ralentissement américain ?

Les données sur la performance de l'économie canadienne au début de 2008 ne sont pas encore disponibles. Cependant, le fléchissement du PIB de 0,2 % en février laisse l'impression que l'économie canadienne n'est peut-être pas aussi à l'abri des influences américaines qu'on voudrait bien le croire.

Dans son communiqué du 22 avril dernier, la Banque du Canada a bien campé la situation. Celle-ci estime que le rythme de l'économie mondiale décélère, sous l'effet du ralentissement de l'économie américaine et des dérèglements des marchés financiers. Cela est susceptible d'amener l'économie canadienne à faire du sur place, alors que la dégradation des exportations vers les États-Unis contrebalancera la demande intérieure, qui demeure vigoureuse.

Compte tenu du recul plus marqué et plus prolongé que prévu dans le secteur du logement aux États-Unis, les perspectives d'évolution de l'économie américaine pour 2008 ont fait l'objet d'une importante révision à la baisse.

La Banque s'attend aussi à ce que les dérèglements du système financier entraînent un resserrement des conditions de crédit, qui va nuire à l'investissement comme à la consommation. Cela dit, la banque s'attend à ce que la demande intérieure demeure vive, alimentée en cela par la fermeté des cours des matières premières, la vigueur de l'emploi et l'incidence de l'assouplissement de la politique monétaire.

Cependant, le redressement graduel de l'économie américaine, le retour à des conditions du crédit plus normales et l'assouplissement de la politique monétaire devraient pousser le taux de croissance au-dessus de celui de la production potentielle et rétablir l'équilibre au sein de l'économie vers le milieu de 2010.

Selon la Banque, l'économie canadienne progressera de 1,4 % cette année, de 2,4 % en 2009 et de 3,3 % en 2010. (Il s'agit d'une révision des prévisions de janvier dernier qui s'établissaient à 1,8 % pour 2008 et 2,8 % pour 2009).

D) Politique monétaire

▪ États-Unis

Des mesures sans précédent ont été prises par les autorités monétaires américaines pour soutenir le fonctionnement du système financier, qui s'est figé à la suite de la crise du crédit hypothécaire.

Depuis juin 2006, le taux directeur a été abaissé de 325 points de base pour être ramené à 2,0 % le 30 avril 2008.

La Réserve fédérale a aussi procédé à des injections massives de liquidités dans le système en échangeant, pour des périodes limitées, des titres de qualité douteuse contre des bons du Trésor ou autres effets gouvernementaux. À la mi-mai, la Réserve fédérale fournissait aux banques, en moyenne, des liquidités dont l'encours s'élevait à 14,4 milliards par jour. Et l'encours des prêts aux courtiers en obligations de Wall Street atteignait 16,6 milliards par jour.⁴

Enfin, la Réserve fédérale a procuré 29 milliards à JP Morgan pour absorber la banque d'investissement Bear Stearns à la mi-mars, afin d'éviter sa faillite et un effet de domino aux conséquences incalculables.

Le système bancaire est aussi encouragé à accroître ses fonds propres. Depuis juillet 2007, la capitalisation des banques s'est accrue de 241 milliards, en bonne

⁴ Bloomberg, New York, 19 mai 2008.

partie grâce à des capitaux étrangers. Parallèlement, les radiations d'actifs et pertes en crédits ont totalisé 333 milliards.

Au-delà de ces constats, le directeur de la Réserve fédérale, M. Ben S. Bernanke, déclarait à la mi-mai que, malgré une amélioration, les marchés financiers étaient encore loin de fonctionner normalement.

Plus fondamentalement, la question est de savoir pourquoi il faudrait que ce soit l'argent public qui serve de planche de salut pour des entreprises qui ont pris des risques inconsidérés sans se doter de garde fou.

- **Canada**

Le 22 avril dernier, la Banque du Canada a réduit d'un demi pour cent son taux directeur, l'abaissant à 3,0 %. Depuis novembre dernier, le taux directeur aura été réduit de 1,5 %. À une échelle plus modeste que les Américains, la Banque centrale injecte régulièrement des liquidités dans le système financier pour alléger les tensions causées par la crise du papier commercial adossé à des actifs (PCAA).

Sans trop se commettre, la Banque du Canada a indiqué dans son communiqué d'avril qu'elle se tient prête à intervenir de nouveau pour accroître la détente monétaire en fonction de l'évolution de la situation.

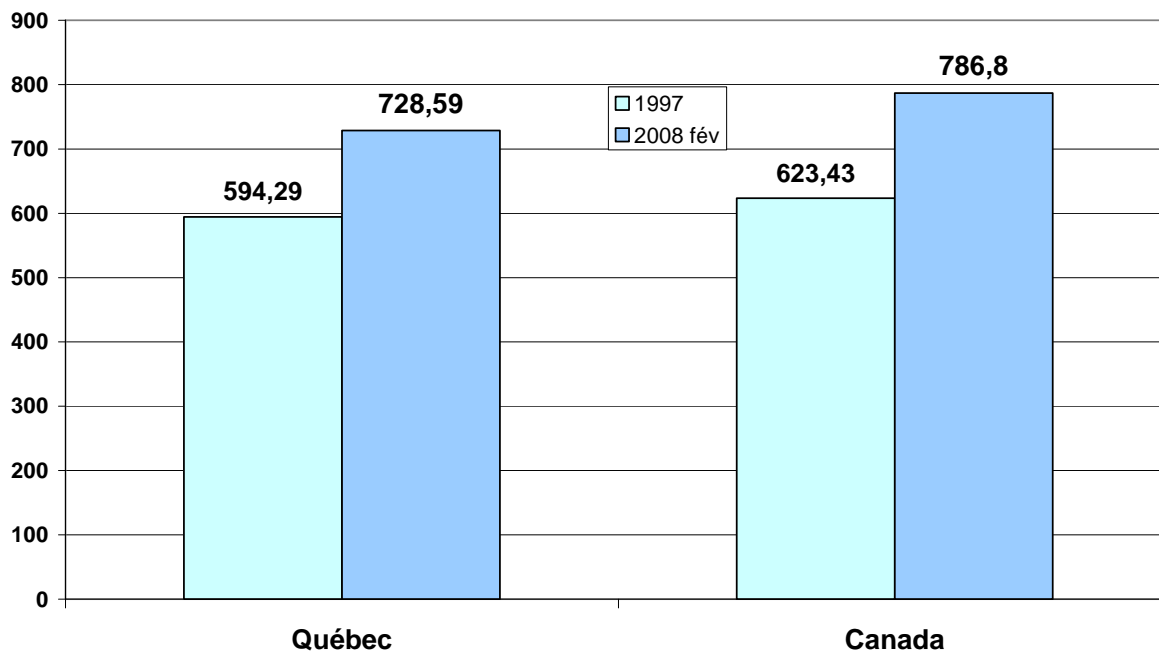
E) Québec : recul de l'emploi, inflation à la hausse, faible progression salariale

- **Rémunération hebdomadaire moyenne et salaire minimum**

Au Québec, la rémunération hebdomadaire moyenne n'a guère varié depuis un an. En février 2008 elle affichait une hausse de 1,7 % sur le même mois un an auparavant. Sauf pour l'Île-du-Prince-Édouard, c'est au Québec que la progression de la rémunération hebdomadaire moyenne (RHM) a été la plus faible parmi les provinces canadiennes.

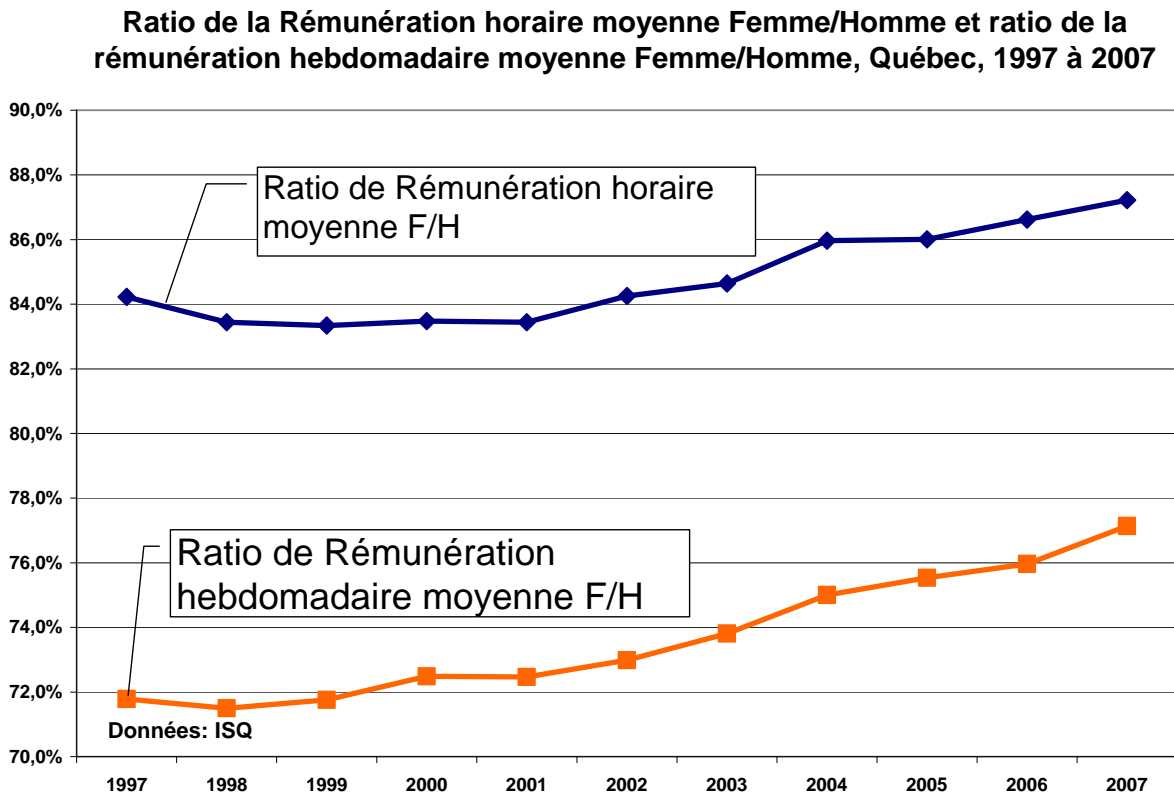
Sur une plus longue période, la rémunération hebdomadaire moyenne au Québec a progressé de 594,29 \$ en 1997 à 728,59 \$ en février 2008, un gain de 20,2 %. Pendant ce temps, la rémunération hebdomadaire moyenne pour le Canada dans son ensemble a progressé de 26,2 %, passant de 623,43 à 786,8 \$. Les salaires au Québec n'ont donc pas suivi le même rythme. Le décalage de la RHM au Québec par rapport à la moyenne canadienne s'est amplifié, passant de 95,3 % en 1997 à 92,6 % en février 2008.

Rémunération hebdomadaire moyenne (RHM), Québec et Canada, 1997 et 2008 (Fév)



Si on examine l'évolution de la rémunération par sexe, sur une plus longue période, on peut observer un certain rétrécissement de l'écart entre les femmes et les hommes, comme l'illustre le graphique suivant. La **rémunération horaire moyenne** des femmes est passée de 84,2 % de celle des hommes en 1997 à 87,2 % en 2007. La **rémunération hebdomadaire moyenne** des femmes a progressé de 71,8 % de celle des hommes en 1997 à 77,1 % en 2007. En gros, on peu dire que le resserrement de l'écart de l'ordre de cinq points de pourcentage dans la rémunération hebdomadaire au cours de la dernière décennie s'explique pour moitié par la plus forte progression chez les femmes des taux horaires et pour moitié par la plus forte progression chez les femmes des heures travaillées.

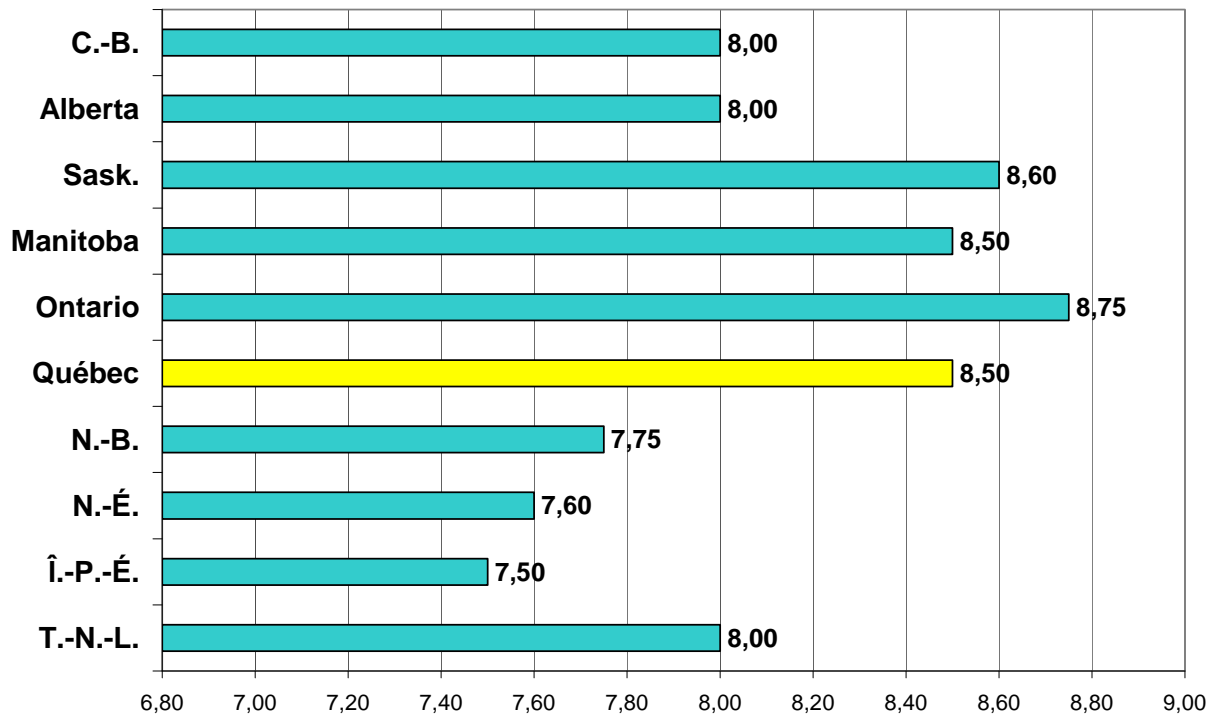
Graphique 2



Le salaire minimum au Québec a été porté à 8,50 \$ le 1^{er} mai dernier, ce qui le place à un niveau qui n'est surpassé que par l'Ontario (8,75 \$) et la Saskatchewan (8,60 \$). Dans le cas de l'Ontario, il est prévu que le salaire minimum passera à 9,50 \$ en avril prochain et à 10,25 \$ en avril 2010.

Graphique 3

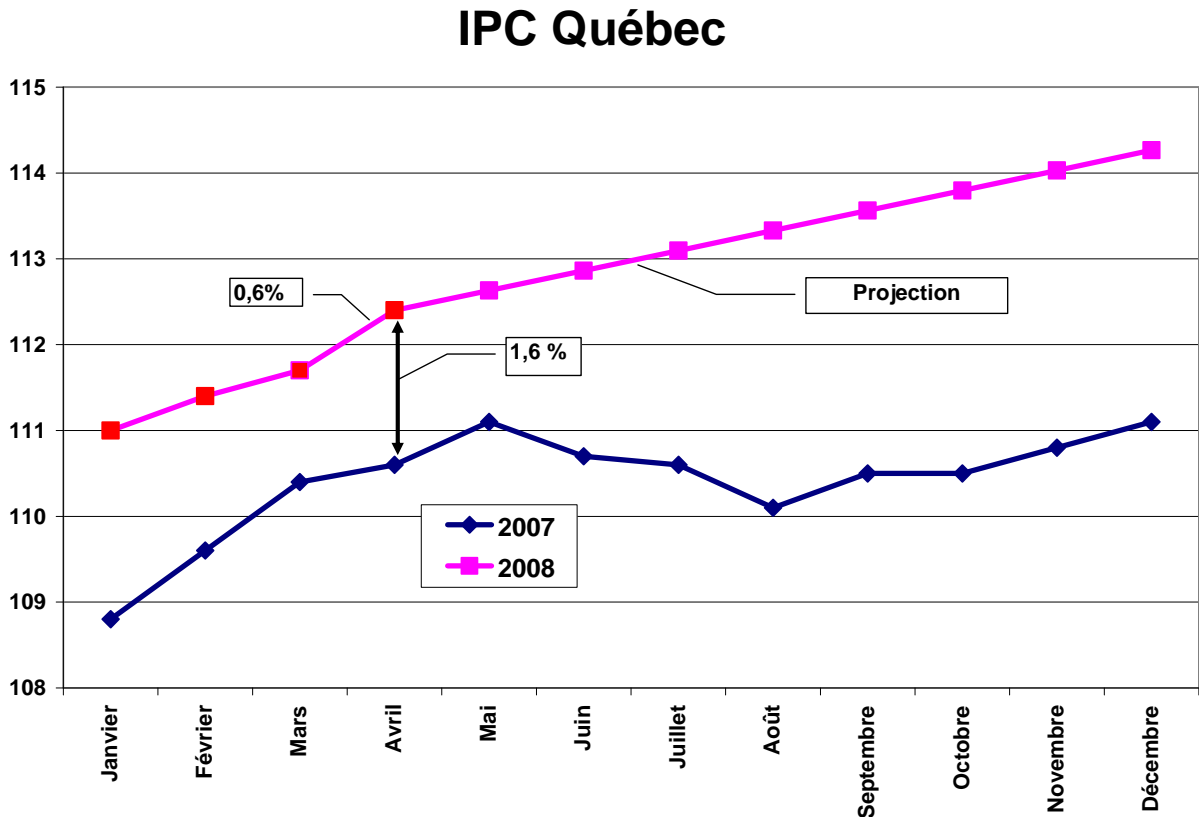
Taux du salaire minimum, mai 2008



▪ **Inflation à la hausse**

En avril 2008 l'IPC Québec a affiché une modeste progression de 1,6 %, par rapport au même mois l'an dernier. Cela s'explique par « l'effet de base », à savoir le fait qu'à pareille date l'an dernier l'IPC progressait à un rythme soutenu. Toutefois, par rapport au mois de mars, l'IPC pour avril a bondi de 0,6 %, ce qui correspond à un taux annualisé de 7,4 %. Selon Statistique Canada, c'est une augmentation annuelle du prix de l'essence de 11,6 % qui explique cette accélération. Comme le montre le graphique suivant, le rythme de l'inflation va vraisemblablement s'accélérer au deuxième semestre de 2008.

Graphique 4



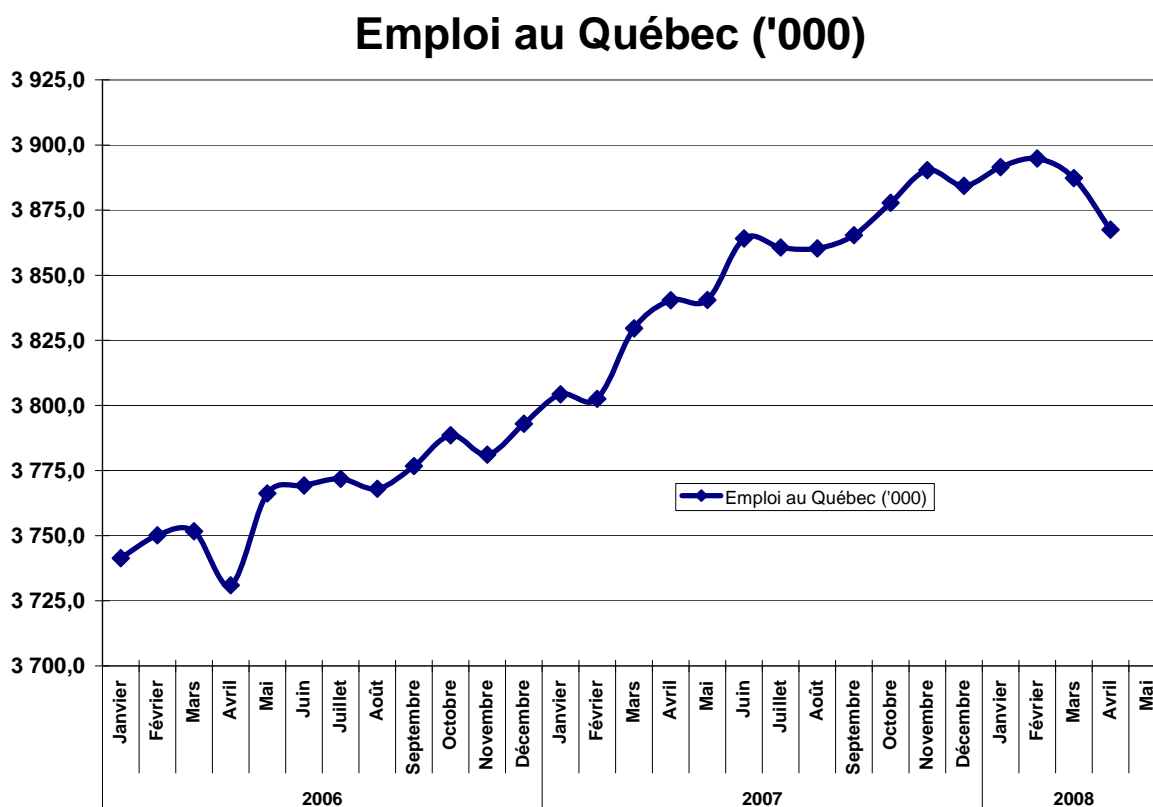
▪ **Emploi : pause dans la progression ou début d'affaissement ?**

En avril, l'emploi au Québec a sérieusement piqué du nez, suivant un léger recul amorcé en mars. Le niveau de l'emploi, qui était demeuré plutôt stable au cours des mois d'hiver a reculé de 7 500 en mars dernier, puis de 19 800 en avril. Le taux de chômage est remonté à 7,6 %, son niveau le plus élevé depuis février 2007. En deux mois, le nombre de chômeurs a augmenté de 25 000.

Le niveau de l'emploi est pratiquement retombé au niveau où il se situait en juin dernier. Les progrès enregistrés dans l'intervalle ont été effacés. On ne peut pas en dire autant de l'Ontario. Malgré les déboires du secteur manufacturier et de l'industrie automobile en particulier, l'emploi global se situe à un sommet historique. Même chose pour le Canada dans son ensemble.

S'agit-il d'une pause dans une tendance généralement haussière ou le début d'un affaissement plus prononcé consécutif au ralentissement de l'économie ? Il est prématuré de tirer des conclusions trop catégoriques sur la base de la performance de deux mois seulement. Il faudra attendre les résultats des prochains mois pour se faire une idée plus juste.

Graphique 5



« Les données par secteurs d'activité montrent que les gains moyens d'emplois les plus appréciables ont été enregistrés, entre les quatre premiers mois de 2008 et les mêmes mois de l'année précédente, dans les secteurs suivants : construction (+26 900), transports et entreposages (+20 900), services professionnels, scientifiques et techniques (+19 500) et hébergement, services de restauration (+16 400) et autres services (+13 600), secteur qui comprend, entre autres, la réparation de véhicules automobiles, les services de soins personnels et les services funéraires. En revanche, les pertes les plus importantes ont été observées dans les secteurs des services aux entreprises, des services relatifs aux bâtiments et des autres services de soutien (-22 600), de la fabrication (-22 300) et du commerce (-13 200). »

(IMT-Emploi-Québec, avril 2008)

À l'échelle canadienne, en avril, les pertes d'emplois du Québec ont été plus que compensées par des progrès modestes un peu partout, pour un gain net de 19 200 emplois. Le taux de chômage a quand même augmenté d'un dixième pour cent, passant de 6,0 % à 6,1 %.

F) L'évolution des revenus

▪ Données du recensement

Dans une analyse du Recensement de 2006, Statistique Canada se penchait sur l'évolution des gains et des revenus des Canadiens depuis un quart de siècle. Des constats percutants s'en dégagent.⁵

« Les gains médians des Canadiens ayant un emploi à temps plein toute l'année ont peu changé durant le dernier quart de siècle, ayant légèrement progressé pour passer de 41 348 \$ en 1980 à 41 401 \$ en 2005 (une variation de 53 \$, en dollars constants de 2005)

Les gains des personnes touchant un revenu d'emploi à temps plein toute l'année se sont accrus à l'échelon supérieur de la répartition des revenus d'emploi, ont stagné à l'échelon moyen et ont diminué à l'échelon inférieur.

De 1980 à 2005, les gains médians de la tranche supérieure de 20 % des personnes touchant un revenu d'emploi à temps plein toute l'année ont progressé de 16,4 %. Chez le cinquième inférieur, en revanche, ils ont chuté de 20,6 %. Les gains moyens de la tranche de 20 % du milieu ont stagné, augmentant d'à peine 0,1 %. »

⁵Statistique Canada, *Gains et revenus des Canadiens durant le dernier quart de siècle*, Recensement de 2006 : résultats, 1^{er} mai 2008.

Faut-il en conclure que les riches s'enrichissent, que les pauvres s'appauvrissent et que les classes moyennes s'enlisent ? Sans doute, mais il faut aussi prendre la mesure de la diversité et de la variété des statistiques présentées dans cette étude et des constats différenciés sur la base du sexe, de l'âge, de la composition des ménages, de la région habitée, du type de revenu, etc. L'étude de Statistique Canada distingue, par exemple, les gains provenant d'un emploi ou d'un travail autonome, et les revenus qui comprennent, en outre, les revenus de placements ou de pensions ainsi que les transferts des gouvernements. Elle porte aussi bien sur le revenu d'emploi, que le revenu total et que le revenu après impôt. Elle examine plus spécifiquement les revenus des familles et ceux des personnes seules. Enfin, elle présente des comparaisons avec les résultats des recensements précédents. Il serait trop onéreux de présenter ici tous les constats. Nous nous limiterons à quelques observations.

Tableau 1

Gains médians, en dollars de 2005, des travailleurs à temps plein toute l'année, Québec			
	Gains médians	Variation	
		\$	%
1980	39 938		
1990	38 325	-1 613	-4,0 %
2000	37 836	-489	-1,3 %
2005	37 722	-114	-0,3 %
2005/1980		-2 216	-5,5 %
Statistique Canada, Recensement 2006			

Tout d'abord, en ce qui a trait aux gains pour les travailleurs à temps plein, l'étude fait état d'une grande variabilité d'une province à l'autre au cours du dernier quart de siècle. Si les gains ont varié d'à peine 0,1 % en moyenne pour le Canada de 1980 à 2000, ils ont augmenté de 8,1 % en Ontario, mais diminué de 5,5 % au Québec. Seule la Colombie-Britannique, avec des reculs de 11,3 % et la Saskatchewan, avec une baisse de 7,4 %, affichent un record pire qu'au Québec. En Alberta, les gains ont progressé sensiblement depuis 2000, mais ils avaient beaucoup baissé de 1980 à 2000. Pour l'Ontario, c'est l'inverse. Presque tout le progrès s'est fait avant 2000.

Tableau 2

[Gains médians, en dollars constants de 2005, des travailleurs à temps plein toute l'année¹, provinces et territoires, 1980 à 2005](#)

Provinces et territoires	Gains médians				Variation	
	1980	1990	2000	2005	1980 à 2005	2000 à 2005
	dollars constants de 2005				pourcentages	
Notes :						
<p>1. Les travailleurs à temps plein toute l'année ont travaillé de 49 à 52 semaines au cours de l'année ayant précédé le recensement, principalement à temps plein (c'est-à-dire 30 heures ou plus par semaine). Les personnes ayant un revenu d'un travail autonome sont incluses et celles qui vivent en établissement sont exclues.</p> <p>2. Le territoire du Nunavut a été créé en 1999. Les données de 1980 et de 1990 pour le Nunavut et les Territoires du Nord-Ouest ont été rajustées pour tenir compte des nouvelles limites.</p>						
Sources : Statistique Canada, recensements de la population, 1981, 1991, 2001 et 2006.						
Canada	41348	40778	40443	41401	0,1	2,4
Terre-Neuve-et-Labrador	37 510	38 153	36 079	37 429	-0,2	3,7
Île-du-Prince-Édouard	32 405	33 441	33 561	34 140	5,4	1,7
Nouvelle-Écosse	36 532	38 237	36 165	36 917	1,1	2,1
Nouveau-Brunswick	36 436	36 848	34 763	35 288	-3,2	1,5
Québec	39 938	38 325	37 836	37 722	-5,5	-0,3
Ontario	41 395	42 354	44 440	44 748	8,1	0,7
Manitoba	37 247	36 564	35 425	36 692	-1,5	3,6
Saskatchewan	38 804	34 082	33 785	35 948	-7,4	6,4
Alberta	43 732	40 711	40 782	43 964	0,5	7,8
Colombie-Britannique	47 605	42 173	43 715	42 230	-11,3	-3,4
Territoire du Yukon	52 942	49 410	47 611	49 787	-6	4,6
Territoires du Nord-Ouest²	50 353	54 759	56 122	60 119	19,4	7,1
Nunavut²	46 140	49 701	50 542	58 088	25,9	14,9

Toujours au chapitre des gains, l'étude examine l'évolution des écarts entre les jeunes femmes et les jeunes hommes (25-29 ans). En 1980, les jeunes femmes entrant sur le marché du travail dans un emploi à temps plein gagnaient 75 cents pour chaque dollar gagné par leurs homologues masculins. Ce ratio est monté à 85 cents en 2000, mais il n'a plus bougé depuis lors.

Comme on pouvait s'y attendre, l'étude montre aussi que l'enseignement supérieur est une voie d'accès à des gains plus élevés.

Quand on examine les données concernant les familles, le tableau pour le Québec est un peu plus réjouissant. De 2000 à 2005, le revenu médian total a augmenté de 4 %, sensiblement au même rythme que la moyenne canadienne. Pour les

personnes seules, la progression a été de 6,6 %, également en ligne avec la moyenne canadienne⁶.

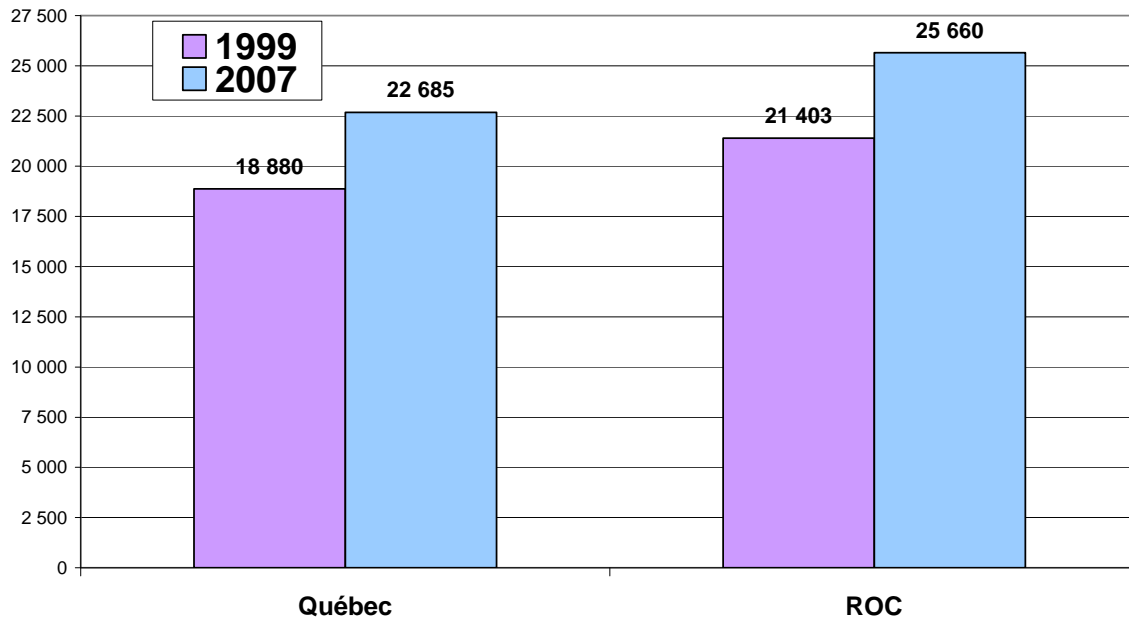
▪ **Autres données**

Cette section présente des données tirées de diverses sources, qui confirment les constats de l'étude de Statistique Canada tirée du recensement de 2006.

Selon l'Institut de la statistique du Québec (ISQ), le revenu personnel disponible réel par habitant a augmenté sensiblement au même rythme au Québec que dans le reste du Canada depuis 1999, soit 20,2 % comparativement à 19.9 %. Les écarts sont demeurés stables.

Graphique 6

Revenu personnel disponible réel par habitant

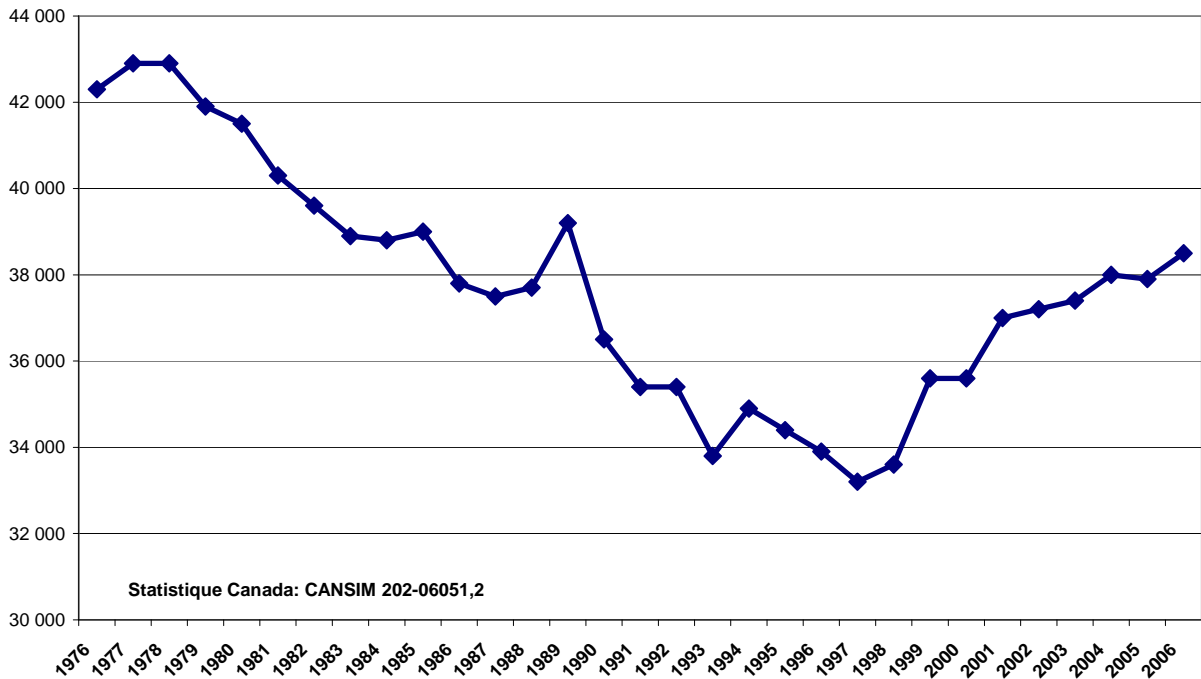


⁶ Famille économique : groupe de deux personnes ou plus apparentées vivant dans le même logement.

L'examen du revenu médian après impôt au Québec pour l'ensemble des unités familiales, en dollars constants, corrobore les indications de la récente étude de Statistique Canada faite à partir des données du recensement, en faisant toutefois ressortir des tendances opposées selon la période. Au Québec, le revenu médian des ménages, en termes réels, s'est détérioré de manière quasi ininterrompue de 1978 à 1997. Depuis lors, il connaît une certaine remontée, qui n'a toutefois pas encore comblé les pertes subies.

Graphique 7

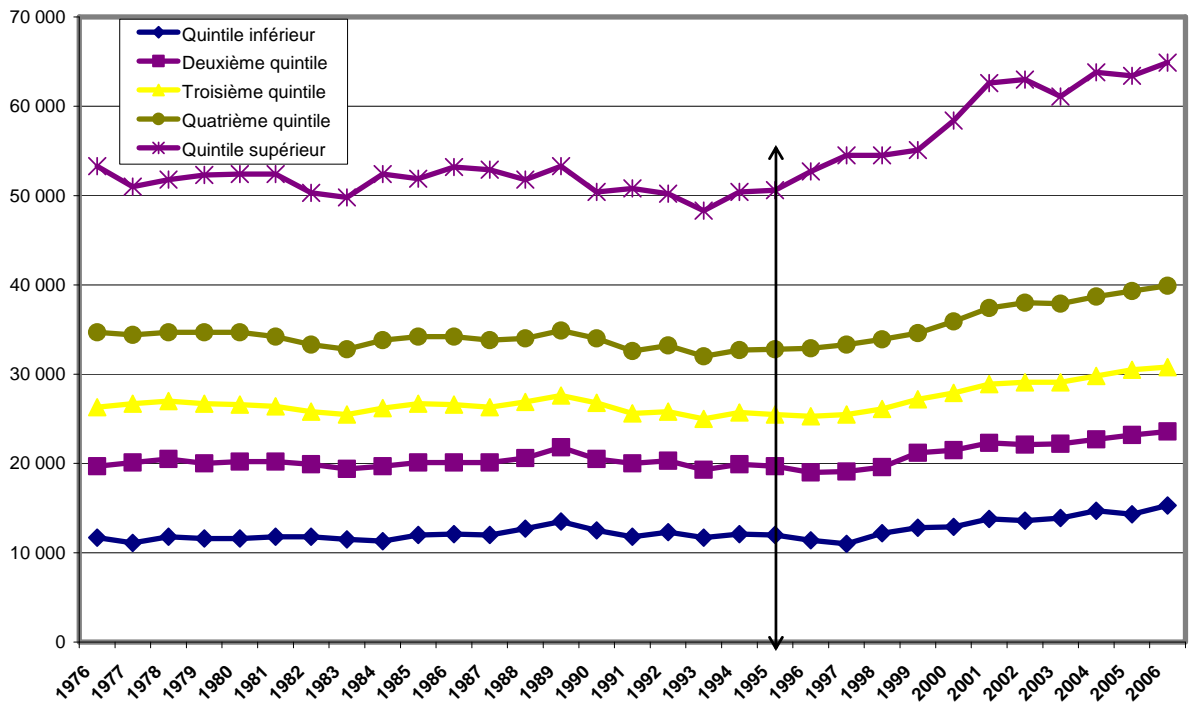
Revenu médian après impôt, Québec, ensemble des unités familiales, dollars constants 2006



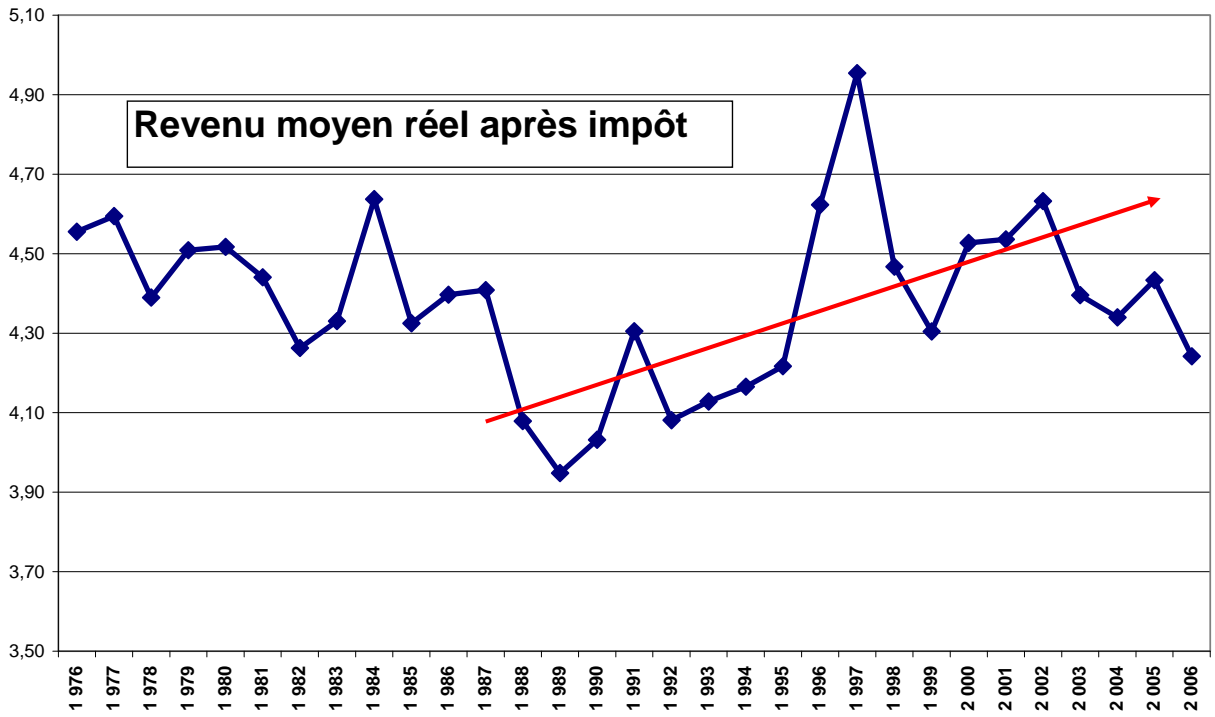
Par ailleurs, le revenu moyen par quintile après impôt est demeuré stable de 1976 à 1995. Par la suite, il s'est accru dans tous les quintiles. En termes de dollars, la progression a été plus forte dans le quintile supérieur de la distribution des revenus. Même en termes relatifs, on observe depuis la fin des années 90 une tendance à l'augmentation du rapport entre le revenu moyen du quintile supérieur et celui du quintile inférieur.

Graphique 8

Revenu moyen par quintile, Québec, 1976 à 2006, dollars constants 2006



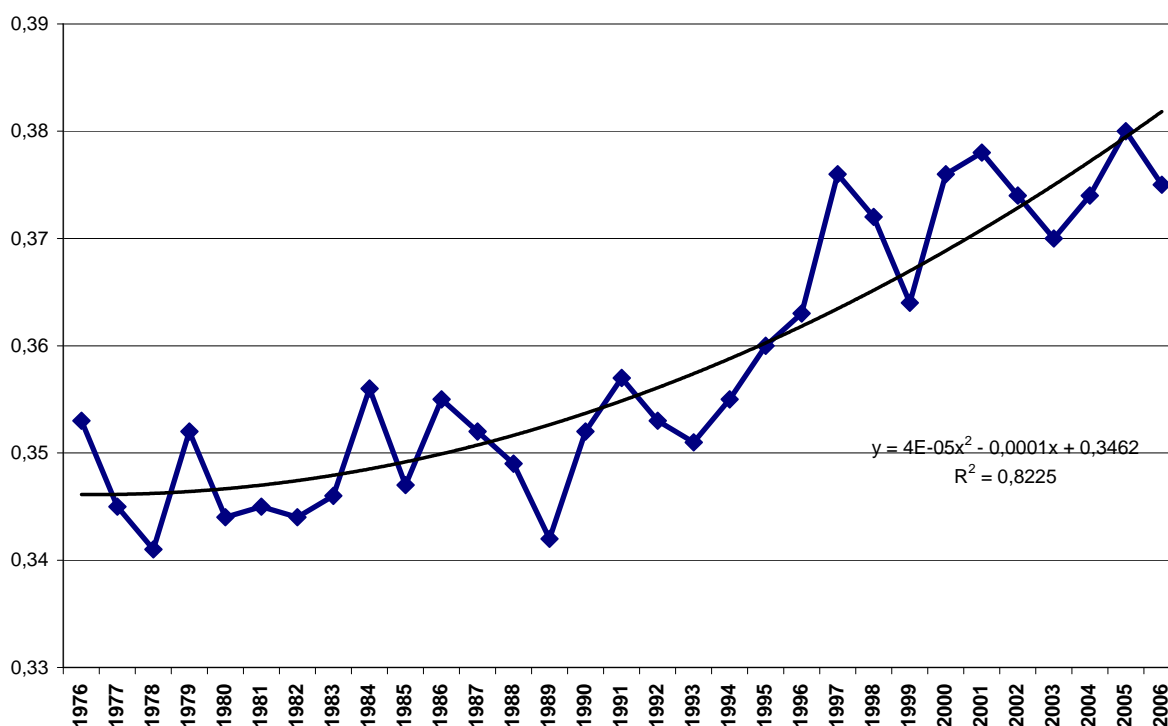
Ratio Q5/Q1



On se sert souvent d'une mesure statistique appelée le coefficient de Gini pour déterminer le degré d'inégalité de répartition du revenu. Plus ce coefficient se rapproche de 1, plus la distribution des revenus est inégale⁷. Le graphique suivant indique clairement qu'en dépit des programmes de transfert et de l'effet redistributif de l'impôt, la tendance à l'augmentation de l'inégalité dans la distribution des revenus s'accroît au Québec depuis le tournant de la dernière décennie.

Tableau 10

Coefficient de Gini du revenu après impôt, Québec, 1976 à 2006



⁷ Quand le coefficient est égal à zéro, tout le monde a le même revenu, quand il est égal à 1, une seule personne possède tout le revenu et les autres rien.